

la II^e avait été ouvertement un regroupement de partis politiques à vocation de masse. La III^e ne rompit absolument pas avec cette orientation en préconisant la mise en place de cellules d'entreprise pour chaque parti et en se servant des syndicats comme de courroies de transmission pour appliquer ses directives (ainsi fut constituée la dite « Internationale syndicale rouge »).

L'extension de la révolution est avant tout une question politique et non d'organisation. Si les fractions communistes doivent tendre à fusionner pour constituer un parti mondial, celui-ci ne peut en aucun cas viser à représenter le prolétariat ou à s'y substituer car sa tâche est uniquement de contribuer à l'homogénéisation de la conscience de classe. La conception d'une quelconque continuité avec les Internationales est complètement périmée car elle perpétue la confusion entre parti et prolétariat. Aujourd'hui et demain, dans le processus réel, le mouvement prolétarien à travers ses Conseils *se donnera lui-même ses objectifs et ses moyens internationaux*, et le parti en tant que produit de ce mouvement œuvrera comme facteur actif dans le sens de l'application des moyens pour la réalisation des objectifs.

II BREST-LITOVSK : LES FAITS ET LEUR SIGNIFICATION

A) CONTEXTE HISTORIQUE DU TRAITÉ

– Le II^e Congrès des Soviets et la paix.

Dès le lendemain de l'insurrection du 25 octobre, le II^e Congrès panrusse des soviets – sans les mencheviks et les S.R. de droite – passa *en premier lieu* à un vote pour le décret *sur la paix*. Ce décret invitait tous les pays à entamer des négociations pour une paix dite « juste et démocratique ».

Immédiatement le prolétariat russe – en tant que 1^{er} détachement victorieux de la classe ouvrière mondiale – était « obligé » (d'après les bolchéviks), à cause de son isolement, de mettre un frein à la guerre civile pour « ménager la paysannerie » dont le poids était énorme du point de vue de la population russe et pour « attendre la révolution dans les autres pays » !

Même si le texte du décret définissait comme « juste et démocratique » : « *une paix immédiate sans annexions (c'est-à-dire sans conquêtes de territoires étrangers, sans rattachement forcé de nationalités étrangères) et sans contributions* », donc même s'il posait certaines conditions, il ne différerait pas malgré cela *du programme capitaliste* préconisé par Wilson, le président des États-Unis, deux mois plus tard (janvier 1918) : cf. les 14 points pour la paix énumérés dans le message au Congrès de Washington. Le 6^{ème} point disait : « *Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait* » (!). On était déjà très loin des proclamations de Zimmerwald et de Kienthal sur la nécessité, – contre les illusions pacifistes –, de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ».

Dans la pratique, le décret tendait à instaurer l'idée de la possibilité de pourparlers de paix entre un pouvoir révolutionnaire et les États impérialistes, et par la suite celle de l'établissement de relations diplomatiques et d'accord économiques. Il n'imaginait pas que le processus prolétarien pouvait en souffrir c'est-à-dire dégénérer ! L'extension de la révolution et la guerre révolutionnaire demeuraient des « principes » mais la situation d'alors les rendait soi-disant... inapplicables. Lénine justifiera plus tard cette séparation entre la « théorie » et la pratique en partant « en guerre »... contre la *phrase* révolutionnaire: « *la phrase révolutionnaire est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans rapport avec les circonstances objectives d'un moment, d'un tournant donné. Des mots d'ordre excellents, entraînants, enivrants, mais dépourvus de base, en voilà l'essence* » (sur la phrase révolutionnaire, article du 21 février 1918, cf. Œuvres Complètes, tome 27, p. 11). En un mot, pour la majorité des bolchéviks, il fallait « s'adapter aux circonstances » et pour cela si nécessaire, mettre sous la table les principes révolutionnaires que l'expérience de la boucherie impérialiste venait de révéler sur le corps des prolétaires du monde entier. Pour Lénine, une fois au pouvoir, être à « contre-courant » ne signifiait plus rien; le poids de la situation immédiate (le « réalisme » dira ensuite Staline) devait commander aux impératifs historiques du prolétariat, quitte même à les renier.

L'armistice, puis les pourparlers de paix, puis le traité, puis les relations diplomatiques, puis les accords économiques allaient se succéder rapidement. D'autant plus que le décret en abandonnant ses propres « conditions » de paix sous le prétexte de faciliter le dialogue, laissait la porte ouverte à toute sorte d'opportunisme: « *le gouvernement déclare ne considérer nullement ses conditions de paix comme des conditions d'ultimatum; il consent à examiner toutes autres conditions qui pourront être proposées, se bornant à insister sur leur discussion la plus prompte par n'importe quel pays belligérant...* » et ce n'était pas la clause réclamant l'abolition de la diplomatie *secrète* et des traités *secrets* qui changeait quoi que ce soit au tableau ! Au contraire, elle montrait en fait qu'il ne s'agissait pas de critiquer « la diplomatie » mais son caractère « secret »: en quelque sorte conserver les « pratiques capitalistes » mais... sans leurs abus ! avec le temps, cette pudeur disparaîtra même très vite puisque les accords économiques de Rappalo entre l'Allemagne et la Russie furent longtemps gardés *secrets* par les bolchéviks, et ceci en 1922 !

Toutefois, il faut souligner d'ores et déjà que si les tares social-démocrates des bolchéviks qui s'étaient amplement manifestées avant même l'insurrection d'octobre, commençaient à être des facteurs actifs de dégénérescence du processus prolétarien, la « capitulation » du gouvernement des soviets devant l'impérialisme à l'extérieur et la paysannerie à l'intérieur était fonction *avant tout* d'une expérience jamais connue: celle de l'isolement du premier pouvoir prolétarien. Ainsi les arguments de Lénine s'appuyaient sur « l'attente » de la révolution en Allemagne et définissaient une position « tactique » qui, à l'époque, pouvait se débattre au sein du mouvement ouvrier: les discussions purent d'ailleurs se dérouler au sein du *même* Parti jusqu'en avril 1918 (date de la formation de la *fraction* des communistes de gauche avec la publication du no 1 de leur journal « Le Communiste »). Ceci même si derrière la « tactique » de Lénine étaient impliquées des conceptions économiques et politiques profondément erronées (contenues dans le terme « attente » !) qui ne pouvaient mener qu'au capitalisme d'État et même si les critiques des oppositionnels étaient *déjà* les seules positions révolutionnaires conséquentes à la suite de Zimmerwald et de Kienthal. Par contre, *aujourd'hui*, après cinquante ans de contre-révolution, la pratique a parfaitement tranché les frontières de classe: la « tactique » de paix aux dépens

de l'extension de la révolution ne peut qu'être une cause de dégénérescence du processus prolétarien.

— La crise des Impérialismes

À la fin de cette année 1917, les États impérialistes engagés dans la guerre depuis 3 ans de façon intense commençaient à voir s'épuiser tous leurs potentiels. Les conflits se poursuivaient au prix de la *famine* (en particulier pour les Empire Centraux dans lesquels la consommation des vivres avait diminué de 50% même si les « Alliés » n'étaient pas épargnés: ainsi en France la surface ensemencée avait baissé de 35%) et du *plomb* pour les soldats qui levaient la crosse en l'air ou qui n'avançaient pas (des centaines d'exécutions sommaires eurent lieu en Italie et en France pour briser la révolte par la peur. Un certain général Pétain se distingua particulièrement dans cette tâche). À ce propos, après des carnages tels que Verdun, les réserves d'hommes aptes à servir de chair à canon diminuaient vertigineusement dans tous les pays. *L'issue de la guerre ne pouvait plus tarder*. C'est alors que survint le coup de foudre de la révolution prolétarienne en Russie qui fit trembler le Capital, principalement franco-anglo-allemand vu les intérêts colossaux que ces pays possédaient dans cette partie du monde. « *À la veille de la révolution, les banques de Pétrograd disposaient d'un capital de 8 milliards et demi de roubles environ, la participation étrangère y revêtant les proportions suivantes: banques françaises 55%, anglaises 10%, allemandes 35%... la guerre ne fit qu'augmenter la dépendance de la Russie vis-à-vis des impérialismes alliés auxquels elle emprunta encore, pendant les hostilités, sept milliards et demi de roubles-or — plus de 20 milliards de francs* » (L'an I de la révolution russe, Victor Serge, tome I, p. 161). Ensuite l'offre de paix des bolchéviks, sanctionnée comme nous l'avons vue par le II^e Congrès des Soviets, vint bouleverser dans un sens favorable ou défavorable — selon les cas — tous les plans militaires et stratégiques élaborés par les deux coalitions impérialistes:

— Les « Alliés » voulaient à tout prix que les opérations du front russe continuent pour tenir sur le front ouest jusqu'à ce que la puissance américaine, entrée en guerre pendant l'année, soit d'une aide parfaitement efficace. Dans ce sens, juste avant la révolution de février, leurs représentants en Russie (exemple l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Buchanan) essayaient de fomenter, avec la grande bourgeoisie et le commandement militaire, une révolution de palais contre le tsar Nicolas II qui constituait un obstacle à la *poursuite de la guerre*. De même, c'est sur leur demande pressante que Kérénski déclencha une offensive en juillet 1917 qui aboutit à des défaites cuisantes et à la révolte des masses réprimée de façon sanglante.

— Les empires centraux, tout en redoutant la propagande prolétarienne et en faisant tout pour gagner des territoires, *voyaient par contre l'armistice favorablement* car cela leur permettait, avant l'intervention américaine complète, de transférer plusieurs corps de troupes du front russe sur le front ouest afin de concentrer toutes les forces pour tenter d'écraser les anglo-français. Dans ce sens, ils « ferment les yeux », voire « favorisent » le retour des internationalistes russes émigrés qu'ils savent partisans de la paix.

— Ainsi le fameux épisode du « wagon plombé » (*) dans lequel Lénine traversa les lignes

* Cet épisode n'est en fait qu'une légende comme l'a fort bien démontré Souvarine dans la revue « Le Contrat social »

allemandes pour rentrer alimentera la thèse « alliée » des « bolchéviques agents de l'Allemagne » !

— La nécessité de la guerre révolutionnaire

Contrairement à l'offre de paix, le problème de classe pour la révolution russe était de s'étendre le plus rapidement possible et non pas d'attendre. S'étendre pour favoriser les soulèvements prolétariens dans toute l'Europe, aidée en cela par l'approfondissement de la crise aux niveaux économique et politique dont les premières conséquences avaient été, — à côté des mutineries sur le front —, la multiplication des grèves (en particulier dans la métallurgie) durant toute l'année 1917 en France, Angleterre et Allemagne. *S'étendre sans faire le jeu ni de l'une ni de l'autre des coalitions impérialistes*. Or il est évident que — même sur le plan strictement militaire — l'armistice de décembre 17, puis les pourparlers de paix, puis la signature de cette paix en mars 18 entre l'Allemagne et les Soviets de Russie, faisaient le jeu, d'après les données exposées à la fin du paragraphe précédent, des empires centraux. Ceci en dépit des fraternisations entre soldats russes et allemands qui n'eurent — et ne pouvaient avoir — aucun effet exemplaire sur les autres fronts puisque l'identification « bolchéviques = agents de l'Allemagne » se matérialisait en quelque sorte avec le retour des bataillons du Reich sur le front Ouest, la reprise de l'offensive guerrière et donc de nouvelles souffrances pour les soldats de l'Europe occidentale. Trotsky se rendait compte de l'erreur dans laquelle la paix avec l'Allemagne avait entraîné les bolchéviques lorsqu'il écrit : « *Voici que les bolchéviques dissolvaient l'Assemblée constituante « démocratique » pour conclure avec le Hohenzollern une paix d'humiliation et d'asservissement, tandis que le nord de la France et la Belgique étaient occupés par les armées allemandes. Il était clair que la bourgeoisie de l'Entente réussissait à plonger les masses ouvrières dans la plus grande perplexité, ce qui pouvait faciliter d'autre part une intervention armée contre nous* » (Sur Lénine, L. Trotsky, chap. III, édition française de la Librairie du travail).

Il est facile de rétorquer ici que la position de guerre favorisait les « Alliés » et donc de dire que c'était faire la politique de la bourgeoisie russe par la même occasion. Les Socialistes-Révolutionnaires de gauche incarnèrent en effet cette position par leur revendication d'une guerre *nationaliste* à mener contre l'Allemagne; après la signature de la paix à Brest-Litovsk, ils organisèrent ainsi un attentat contre le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne, et se soulevèrent contre les bolchéviques qui les liquidèrent (juillet 18) comme ils avaient désarmé et massacré (bien avant Cronstadt) les anarchistes (mai 18).

Ces événements et leurs suites (attentat de Fanny Kaplan, membre d'un groupe terroriste des Socialistes-Révolutionnaires de droite, contre Lénine en août 18) finirent d'entraîner le processus prolétarien russe sur de fausses voies: emprise de la Tcheka (police politique) sur la vie publique au point d'instaurer une Terreur du Parti Bolchévique qui n'eut rien à voir avec la « dictature du prolétariat » au sens marxien du terme.

C'est pour cela qu'il s'agit de préciser clairement le concept de guerre *révolutionnaire* qui par là même prend toute sa signification. A aucun moment, les communistes de gauche ne voulaient mener une guerre « aux côtés des Alliés », (en acceptant leur aide ou en suivant leur plan de combat) mais bien au contraire les affronter au même titre que les impérialismes centraux ou tous autres impérialismes. Le concept a encore plus de relief quand on sait que Lénine et Trotsky n'envisageaient eux la guerre révolutionnaire qu'en s'appuyant sur un groupe d'impérialismes. Pendant les négociations de paix, Trotsky enta-

ma des tractations à ce propos avec l'Américain Raymond Robins et le Français Jacques Sadoul; il demanda formellement l'aide américaine tandis que M. Noulens (ambassadeur de France), sollicité par Sadoul, téléphonait à Trotsky: « Vous pouvez compter, dans votre résistance à l'Allemagne, sur l'appui militaire et financier de la France » (cité par Victor Serge, An I, tome 1, p.184). Quant à Lénine, alors que les pourparlers étaient suspendus en février 18, il adressa son fameux message au Comité Central bolchévique qui disait: « Je demande de joindre ma voix pour l'acceptation des pommes de terre et des armes de la part des brigands de l'impérialisme franco-anglais » (sic). Un autre argument de Lénine et Trotsky était de déclarer que l'armée pour défendre « l'État prolétarien » n'était pas constituée: la dégénérescence du processus prolétarien russe produira cette véritable « armée d'État » avec la formation de l'armée « rouge », commandée par Trotsky et composée de paysans, petits-bourgeois, dans lesquels le prolétariat se trouvait dilué et soumis à de nouveaux gradés ou à des anciens généraux tsaristes « convertis » !

Au lieu de cela, la guerre révolutionnaire pour défendre le processus prolétarien, « sa dictature » (et non pas l'État russe ou les territoires russes !) et pour étendre la révolution aurait réclamé:

- de s'appuyer sur *des détachements armés* du prolétariat avancé de Pétrograd et Moscou c'est-à-dire sur des miliciens et non pas des gradés !

- de soutenir *une lutte immédiate* contre *tous* les impérialismes « alliés » ou « centraux » malgré le poids de la paysannerie; sous couvert d'une apparente « neutralité », les paysans s'avèrent d'ailleurs la plupart du temps hostiles aux soviets; on put en juger dans toutes les nationalités « libérées » (Ukraine, etc...) où ils formèrent la base des organisations et des troupes contre-révolutionnaires comme dans la zone du pouvoir des soviets où ils refusèrent de fournir l'approvisionnement et massacrèrent les ouvriers venus chercher la nourriture et expliquer la politique révolutionnaire ! Cette lutte s'imposait d'elle-même puisque d'une part les Allemands continuèrent au maximum leur offensive en profitant des négociations et d'autre part les « alliés » complotèrent contre les soviets dès qu'ils virent que la paix séparée était durable.

- de résister si possible militairement, politiquement et économiquement jusqu'à l'*éclatement des luttes de classe insurrectionnelles* dans un ou plusieurs pays européens et jusqu'à éventuellement la jonction avec les détachements armés d'un prolétariat allemand victorieux rompant ainsi de façon active avec la collaboration de classe de la social-démocratie.

Pour ne pas laisser se perpétuer la guerre impérialiste, une solution unique: sa transformation en guerre civile à l'échelle mondiale et la destruction de l'État capitaliste comme priorité pour en finir avec les rapports de production capitalistes et déboucher sur une véritable période de transition *socialiste*. L'état de crise économique, et politique, les rebellions dans l'armée, les grèves de janvier 18 en Allemagne, laissent entrevoir les grands soulèvements de novembre 18 dans ce même pays. Peut-être que la situation aurait mûri plus vite si les ouvriers d'Europe occidentale, au lieu des « discours enflammés » de Trotsky dans la citadelle de Brest, avaient vu en action l'internationalisme prolétarien ? Lénine prétendait que la guerre révolutionnaire n'aurait conduit qu'au massacre et en donnant comme exemple la Commune de Paris, il disait que ce massacre aurait eu pour effet d'effrayer les autres prolétariats et de les démobiliser complètement. L'histoire ne se construisait pas avec des « si » ou des « peut-être » mais il faut remarquer d'une part que les ouvriers d'Europe ont continué à subir le massacre impérialiste pendant près d'un an, et d'autre part que la mystification idéologique qui a été la conséquence de la conservation à tout prix du

pouvoir et de l'instauration du capitalisme d'état, à savoir le thème de la « patrie du socialisme », a conduit, elle, à des carnages anti-prolétariens dont la principale conséquence a été d'empêcher depuis plus de 50 ans toute tentative de jonction internationale des luttes ouvrières les plus radicales.

L'argument ultime visant à accréditer l'idée de la trêve à cause d'une impréparation militaire ne tient pas un instant lorsque l'on connaît d'une part l'enthousiasme révolutionnaire qui balaya le pouvoir de Kerensky à Pétrograd et à Moscou, la stavka (grand quartier général) à Mohilev, les cosaques du Don et du Kouban entraînés par Kalédine et Kornilov, et lorsque l'on imagine d'autre part le matériel technique dont le prolétariat aurait pu disposer si les partisans s'étaient substitués immédiatement à l'armée « régulière » qui elle, se préoccupa essentiellement de « prendre ses jambes à son cou » devant l'avance allemande au fur et à mesure des pourparlers de Brest-Litovsk. En l'absence de perspectives sur la « guerre révolutionnaire », cette attitude de défaitisme dans le cadre d'une armée mobilisée depuis 3 ans pour la guerre impérialiste » (non détruite et non remplacée en octobre par des milices prolétariennes sous le contrôle direct du pouvoir des soviets ! Elle sera simplement « aménagée » par Trotsky sous le vocable mystificateur d'armée « rouge » lorsqu'il s'agira de « faire passer » la défense des intérêts de l'État russe pour une contribution à l'extension de la révolution) procéda souvent. en dépit de la collaboration avec l'Allemagne recherchée à travers elle par une partie des paysans, d'un réflexe de classe chez les ouvriers-soldats car ils n'avaient pas plus envie sous Lénine que sous Kerensky de servir de chair à canon pour la défense d'un territoire, d'une économie et d'un État capitaliste en gestation. Si, par contre, le processus d'octobre s'était prolongé par l'envoi de milices dans le but unique de défendre la « zone révolutionnaire du pouvoir des soviets », il est certain que le défaitisme n'aurait pas consisté à « prendre la fuite » mais à « renforcer » les détachements armés du prolétariat pour contribuer par la mobilisation contre tous les impérialismes à l'extension de la révolution.

— La politique des négociations

Au lieu de s'orienter dans la voie de la guerre révolutionnaire, le gouvernement des soviets sous la poussée de la majorité bolchévik autour de Lénine, va s'embourber dans les tractations avec l'Allemagne. Ainsi le 18 novembre, la délégation prolétarienne (Ioffé, Kamenev, Mstislavski, Sokolnikov, Bitzenko, ...) partait vers la forteresse de Brest-Litovsk : moins d'un mois après le renversement du pouvoir de Kerensky ! Elle fut accueillie par de hauts dignitaires : le prince Léopold de Bavière et le général Hoffmann qui présidait la représentation des Empires Centraux. « Naïvement », Kamenev lut des messages préliminaires destinés au prolétariat de tous les pays. Étant sur un terrain dont ils possédaient toutes les ficelles à la suite d'années de « compromis » pour officialiser (= le rôle de la diplomatie) les diverses rapines impérialistes, les austro-allemands attendaient impassibles que les bolchéviks aient fini leurs discours de « bonne conscience internationaliste ». Devant l'absence de propositions concrètes de la part de ces derniers sur le contenu du traité, ils abattirent leurs cartes en imposant la mise au point immédiate de conditions concrètes d'armistice. Hormis le fait que leurs appels restèrent et ne pouvaient rester que du vent (on ne demande pas au prolétariat de détruire le capital mondial en s'asseyant à la même table qu'une de ses fractions... ou en conviant les autres fractions capitalistes à la rejoindre autour de la même table, c'est-à-dire en espérant que Brest-Litovsk soit Versailles

un an avant !), les délégués bolchéviks furent pris au dépourvu et proposèrent à la hâte, empiriquement, une série de conditions : en particulier un armistice de 6 mois, la fraternisation des troupes et un engagement pour les austro-allemands de ne pas transporter leurs troupes du front est sur le front ouest. Par rapport à ces exigences, les représentants des Empires Centraux offrirent eux un armistice de 14 jours : les négociations furent alors dans l'impasse et les séances de pourparlers connurent une suspension. Finalement l'armistice fut signé le 2 décembre 18 pour 28 jours, délai renouvelable. Ses clauses firent parfaitement le jeu des Allemands car d'une part la fraternisation prenait la forme de « contacts organisés » c'est-à-dire de rencontres de groupes de soldats sous le contrôle de la hiérarchie militaire et d'autre part surtout leur engagement de ne pas transférer les troupes d'un front à l'autre fut jeté aux orties aussitôt après la signature d'armistice. S'étant rendu compte de la faiblesse soviétique au vu de l'empirisme de leurs interlocuteurs, les Allemands amorcèrent le déplacement massif de bataillons vers l'ouest (ce qui militairement leur permit de reprendre l'offensive contre les franco-anglais en mettant fin à une « guerre de tranchées » qui durait depuis 1915 : la boucherie reprit de plus belle !) (*) et se préparèrent à continuer leur avance en Russie grâce à leur puissance de feu, à l'appui des minorités nationales comme l'Ukraine de Petlioura, à la désagrégation de l'armée russe et à l'absence de milices prolétariennes organisées par les soviets pour la guerre révolutionnaire.

Une semaine plus tard, les pourparlers de paix débutèrent. C'était le 9 décembre ; le même jour commençait à être appliqué le décret de création de la « Tchéka panrusse de

* Dans un livre très révélateur sur le poids des conséquences de la guerre impérialiste de 1914-18 et des forces militaires dans le processus de la révolution allemande, Benoist-Méchin débute par la mise en évidence de l'influence du traité de Brest-Litovsk qui permit la reprise et l'intensification des combats sur le front ouest. *Citant d'abord le maréchal Foch* (« La seconde bataille de la Marne », p. 108) : « Le 21 mars 1918, à 4 heures du matin, un bruit de tonnerre éclate soudainement en France, sur le front qui s'étend d'Arras à Noyon. C'est l'artillerie allemande qui entre en action sur une étendue de 80 kilomètres. Pendant cinq heures elle martèle nos positions, en anéantissant les défenses et les défenseurs, et, prolongeant en arrière sur une dizaine de kilomètres son œuvre de mort, empoisonne le terrain de ses projectiles asphyxiants. A 9 heures, 50 divisions ennemies, un demi-million d'hommes, protégés par un épais brouillard, se lancent à l'attaque des tranchées alliées bouleversées. Les soldats allemands sont animés d'un élan enthousiaste et d'une confiance absolue. Les armées britanniques ont à faire face au plus formidable assaut de toute la guerre », *il continue lui-même en disant* : « L'écroulement du front oriental consécutif à la révolution russe a permis à l'État-Major allemand de concentrer toutes ses ressources sur le front occidental. L'armée allemande dispose, de ce fait, d'une légère supériorité numérique. Cet avantage doit être utilisé sans délai, afin de briser le front allié avant l'arrivée des contingents américains. Ludendorff, abandonnant la « tactique d'épuisement », passe résolument à la « tactique d'anéantissement ». Il lance coup sur coup cinq offensives. Le 21 mars, le 9 avril, le 27 mai, le 9 juin, l'une après l'autre les vagues grises déferlent sur la France. Mais toutes, après une avance plus ou moins grande, finissent par être endiguées, grâce à l'héroïsme et à la ténacité de nos soldats ». *Le livre de Benoist-Méchin s'intitule « Histoire de l'Armée allemande »* (cf. le tome I « De l'armée impériale à la Reichswehr », 1918-19, éd. Albin Michel, p. 25-26).

lutte contre le sabotage et la contre-révolution » (décret du 7 déc. rapporté par les Izvestia le 10 déc. 17) ! La délégation bolchévique des Soviets était toujours conduite par Ioffé et Kamenev, celle des Empires Centraux comprenait en plus le ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie (le comte Czernin) et son homologue allemand (le baron von Kuhlmann). Par ces présences, les impérialistes de l'Entente mettaient dans la balance tout le poids de leur diplomatie pour réaliser complètement leurs objectifs militaires et politiques qui passaient par la paix séparée avec la Russie en conservant les territoires acquis par la force à ses dépens. Pourquoi ? Parce que l'effondrement les guettait et en conséquence la défaite vis-à-vis des Alliés. En effet, l'Autriche particulièrement épuisée, menaçait de conclure la paix séparée pour elle seule et y compris avec les Alliés. En Allemagne, des soulèvements s'étaient produits dans la marine pendant l'été 17. De plus, comme nous le disions précédemment, la famine ravageait ces deux pays sur leurs arrières. On mesure par là, alors que les impérialismes étaient sur la corde raide et jouaient une partie réellement périlleuse pour eux, combien le pusillanisme de la majorité bolchevik en s'enfermant dans la voie des négociations, nous autour du processus prolétarien de la corde du futur pendu. Le thème du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » fournit en outre aux Centraux l'axe principal de leurs premières conditions de paix. Ils en lurent l'article 2 : « Le gouvernement russe ayant reconnu, en conformité avec ses principes, le droit de tous les peuples, sans exception, faisant partie de l'État russe, à disposer d'eux-mêmes jusqu'à se séparer entièrement, prend connaissance des décisions, exprimant la volonté des peuples de Pologne, de Lithuanie, de Courlande, d'une partie de l'Esthonie et de la Finlande, résolus à se séparer de l'État russe et à se constituer en États entièrement indépendants ». Pris dans les mailles du filet de la défense comme « prolétarien » de ce principe (auto-détermination), les délégués bolcheviks se bornèrent à demander l'évacuation de ces pays en vue de son application « libre » ; ils misaient surtout sur la participation des autres gouvernements impérialistes aux pourparlers pour contrecarrer les appétits austro-allemands. Face à l'hostilité affichée des Alliés, l'exécutif panrusse des Soviets lança un appel aux ouvriers de ces pays : « Vos gouvernement n'ont encore rien fait pour la paix ; ils n'ont même pas publié leurs buts de guerre. Exigez leur participation immédiate aux pourparlers de Bres-Litovsk » (sic). Que l'on compare encore une fois le contenu de cet appel avec celui des thèses les plus avancées de Zimmerwald : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » ! Au lieu de continuer à compter sur la lutte de classe, les bolcheviks firent d'autres propositions dans la même perspective de faire pression sur l'autre camp capitaliste par tous les moyens : soumission des négociations à un « contrôle international » ou transfert des pourparlers de paix à Stockholm. C'était le début d'une politique d'exploitation des divisions entre les capitalistes et l'abandon de la position de principe d'une haine égale et inébranlable envers le monde capitaliste dans son ensemble. Cela allait amener les bolchéviks jusqu'au traité de Rapallo. Lénine justifia cette politique dans ses « Thèses sur la question de la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste » : « En concluant une paix séparée, nous nous libérons autant qu'il est possible actuellement des deux blocs impérialistes en guerre ; en utilisant leur hostilité réciproque, nous utilisons la guerre, ce qui leur rend difficile une entente dirigée contre nous ». Pourtant, à l'issue d'une suspension de séance, on put croire que les bolcheviks allaient rompre avec cette fausse politique et se baser plutôt sur les difficultés intérieures croissantes des Empires Centraux pour mener la guerre révolutionnaire.

— La présence de Trotsky

Il n'en fut rien. Au contraire, la présence supplémentaire de Trotsky (commissaire du peuple aux affaires étrangères) parmi les représentants soviétiques lors de la reprise des négociations (27 décembre), ne fit que confirmer aux yeux des impérialistes l'intérêt vital que les bolcheviks accordaient à la signature du traité et révéla la fragilité de leur pouvoir. Immédiatement, les discussions furent des plus âpres autour de la question des territoires à évacuer de part et d'autre. Chacun resta sur ses positions. Ce pseudo-duel en champ clos se solda dans un premier temps par le numéro de haute voltige dialectique que Trotsky imposa à ses interlocuteurs, auquel répondit l'exercice de lancer de grenades que fit exécuter l'état-major allemand à quelques centaines de mètres de la résidence des délégués russes tous les matins ! C'était le règne du spectacle : pensant s'adresser aux « peuples » par dessus la tête des plénipotentiaires impérialistes, les bolcheviks exigèrent la publication du compte-rendu sténographique des pourparlers ; les diplomates Centraux essayèrent de la tronquer ; en fait, seuls les initiés pouvaient trouver de l'intérêt à disséquer les discours et les arguments des uns et des autres. Mais après le « cirque », il fallut bien trancher dans la réalité : les Allemands le 5 janvier 18 déclarèrent que leurs conditions étaient à prendre ou à laisser. Les négociations furent à nouveau suspendues.

La situation intérieure des Empires Centraux s'aggrava. Les difficultés économiques provoquèrent une explosion sociale : un énorme mouvement de grève embrasa l'Autriche et l'Allemagne, des soviets se formèrent dans les principaux centres (Berlin, Vienne), les usines de guerre étaient paralysées. *Ces événements de la mi-janvier auraient pu marquer un tournant considérable dans la perspective de briser l'isolement des soviets russe et d'étendre la révolution si la voie de la guerre révolutionnaire avait été suivie à la place de celle de la paix séparée.* Pour avoir une idée de la profondeur des difficultés au sein des Empires Centraux, on peut se rapporter aux « Mémoires » du comte Czernin (ministre des affaires étrangères d'Autriche) qui rend compte d'un dialogue qu'il eut dans cette période avec le baron von Kuhlmann : « *Kuhlmann* : les russes n'ont que le choix de la sauce à laquelle ils se feront manger — *Czernin* : tout comme nous-mêmes ». Devant la gravité de leur situation intérieure, les Autrichiens menacèrent de lâcher les Allemands : « Nous sommes sur le seuil de la catastrophe du ravitaillement », déclara Czernin ; « si nous ne sommes pas secourus, les troubles éclateront la semaine prochaine ». Loin de profiter de la situation que la « Pravda » du 18 janvier soulignait pourtant en ces termes : « C'en est fait ! La tête de l'impérialisme allemand est sur le billot. Le glaive de la révolution prolétarienne se lève ! La révolution en Allemagne ! Un soviét à Berlin ! », les bolcheviks revinrent autour de la table de négociations à Brest ce même 18 janvier ! La presse de l'Entente avait alors beau jeu de présenter les bolcheviks comme des agents salariés de l'Allemagne et de dire que les négociations traînant en longueur n'étaient qu'une comédie destinée à sauver les apparences ; Trotsky lui-même le relate dans son livre « Sur Lénine » (chap. 3) : « Voici que les bolcheviks dissolvaient l'Assemblée Constituante « démocratique » pour conclure avec le Hohenzollern une paix d'humiliation et d'asservissement, tandis que la Belgique et le nord de la France étaient occupés par les armées allemandes. Il était clair que la bourgeoisie de l'Entente réussissait à plonger les masses ouvrières dans la plus grande perplexité, ce qui pouvait faciliter d'autre part une intervention armée contre nous ». Il était en effet tout à fait clair que les ouvriers français, anglais italiens, qui subissaient après une guerre de tranchées de plus de deux ans la nouvelle offensive allemande rendue possible grâce au

transfert des troupes du front russe sur le front occidental, avaient plutôt tendance à croire la propagande impérialiste sur la collusion germano-soviétique que celle de K.Lieb-knecht et des révolutionnaires vantant l'exemple de la révolution d'octobre et proclamant « l'ennemi est dans notre propre pays ». Rosa Luxembourg dans la « Lettre de Spartacus » intitulée « La responsabilité historique » (janvier 1918) soulignait parfaitement ces premières implications contre-révolutionnaires des pourparlers de paix : « L'effet le plus prochain de la suspension d'armes à l'Est sera uniquement de voir des troupes allemandes dirigées de l'est vers l'ouest. Que dis-je ? Elles le sont déjà. Trotsky et compagnie ont bien pu se donner et donner aux Soviétiques la satisfaction d'avoir voulu obtenir comme condition de l'armistice l'engagement de ne pas entreprendre de mouvements de troupes, afin de ne pas prendre les puissances occidentales à dos. A cette déclaration, les militaires allemands pouvaient rire sous cape, sachant fort bien de quoi il retourne. C'est par centaines de mille que, sans attendre la signature de l'armistice, des troupes allemandes ont été transportées de Russie en Italie et dans les Flandres. Les dernières poussées sanglantes des Allemands près de Cambrai et dans le sud, les nouveaux « succès éclatants » en Italie sont déjà des effets de la révolution bolcheviste de novembre à Petersbourg.

Chauds encore de scènes de fraternisation avec des soldats révolutionnaires russes, de poses communes en groupes, devant le photographe, de chants et de hurrahs poussés aux accents de l'Internationale, les « camarades » allemands se lancent dès à présent, manches retroussées, au feu dans de massives actions héroïques pour abattre tant qu'ils pourront de prolétaires français, anglais et italiens. Grâce au renfort massif de chair à canon allemande, le massacre va flamber sur tout le front ouest et sud avec une force décuplée. Voilà la France, l'Angleterre et l'Amérique obligées par là aux efforts les plus désespérés, cela va sans dire. Ainsi, ce qui résulte comme effets premiers de l'Armistice russe et de sa conséquence immédiate, la paix séparée à l'est, n'est pas de hâter la paix générale, mais 1°) : la prolongation de la tuerie entre peuples et la monstrueuse aggravation de son caractère sanglant, exigeant des deux côtés des sacrifices auprès desquels tout ce qu'on en a vu jusqu'ici pâlit sans doute ; 2°) : un énorme renforcement de la position militaire de l'Allemagne et par là de ses plans d'annexion, de ses appétits les plus osés ».

Avec la reprise des négociations, les bolcheviks burent le calice jusqu'à la lie en étant forcés d'écouter les propos contre-révolutionnaires d'un « peuple qui venait disposer de lui-même » (!) : en effet, étaient présents autour de la table, à la grande satisfaction des Centraux, des envoyés de la « République Ukrainienne » (Rada) qui ne se privèrent pas de chanter leurs couplets les plus anti-communistes. Les discours de Radek en tant que délégué des sociaux-démocrates polonais pour dénoncer le régime institué en Pologne par l'occupation allemande, furent à cette occasion une bien maigre consolation vis-à-vis des désastreuses conséquences du mot-d'ordre soi-disant progressiste du « droit à l'auto-détermination ».

Exaspérés par les difficultés internes qui se prolongeaient autant en Autriche-Hongrie qu'en Allemagne et sous la pression de Ludendorff qui était persuadé de vaincre rapidement les bolcheviks sur le plan militaire et donc de provoquer la constitution d'un nouveau gouvernement en Russie, Guillaume II et son état-major décidèrent par l'intermédiaire de Kühlmann de présenter leurs conditions de paix comme un ultimatum. Devant ces exigences, après un nouveau discours, Trotsky rompit les pourparlers sans accepter l'ultimatum, non pas en se préparant à la guerre révolutionnaire, mais en laissant entendre de la façon

la plus utopique que la Russie se considérait unilatéralement... en paix ! Il déclara : « Nous démobilisons notre armée. Nous refusons de signer une paix d'annexions. Nous déclarons l'état de guerre entre les Empires Centraux et la Russie, terminé », en ayant dit auparavant que la Russie allait se consacrer désormais à l'édification socialiste : « Dans l'attente de l'heure que nous espérons proche où les classes laborieuses opprimées de tous les pays prendront le pouvoir comme l'a pris le peuple travailleur de Russie... Notre soldat-labourier retourne à ses labeurs pour cultiver paisiblement, dès le printemps, la terre que la révolution a fait passer des mains des propriétaires fonciers à celle des paysans. Notre ouvrier-soldat doit retourner à l'atelier pour y produire non des engins de destruction, mais un outillage créateur et bâtir avec le laboureur la nouvelle économie socialiste ».

Ces propos naïfs sur « la construction du socialisme dans un seul pays » comme seule riposte à son ultimatum, décidèrent l'impérialisme allemand à attaquer brutalement la Russie huit jours après la clôture des négociations (début février 18), passant outre à une clause de l'armistice qui notifiât que toute reprise des hostilités militaires devait être annoncée une semaine à l'avance.

— Un traité contre l'extension de la révolution

Les bolcheviks ayant misé sur la réussite de leur politique de négociations et de paix, le succès allemand fut foudroyant dans un premier temps : les troupes utilisèrent les chemins de fer et ne rencontrèrent aucune résistance. L'Ukraine fut envahie ; l'avancée atteignit deux à trois cents kilomètres en une semaine ; la ville de Pskov à 257 Kms de Pétrograd fut prise. Mais avec les difficultés naturelles (immensité de la Russie), il était au-dessus des forces des allemands à ce moment-là de venir à bout totalement du pouvoir des soviétiques, d'autant que la résistance ouvrière se mettait peu à peu en place et se révélait efficace ! Le 21 février, « la patrie socialiste » fut proclamée « en danger ». Tandis que les paysans accueillaient les impérialistes allemands comme des libérateurs, les ouvriers se mobilisaient sans hésiter : « la passivité du soldat-paysan contrastait avec l'enthousiasme des ouvriers qui par usines entières, avec leurs femmes et leurs grands enfants, bons eux-aussi pour la résistance, accouraient s'armer à l'institut Smolny » (cf. V. Serge - T.I, p. 186). La guerre des « partisans ouvriers » fit merveille : destruction des voies ferrées, formation de compagnies à l'arrière du front pour harceler l'ennemi, etc... On imagine aisément l'efficacité militaire (sans revenir sur son impact politique) qu'aurait eue la guerre révolutionnaire préparée dès les menaces allemandes au lieu des illusions entretenues avec l'armistice et les pourparlers. Et quand on sait qu'au même moment dans le sud les gardes rouges (commandement d'Antonov-Ovseenko) remportaient des victoires sur les blancs ou que les unités soviétiques en Roumanie battaient les armées de ce pays allié aux Empires Centraux (gardant en particulier le contrôle de la ville d'Odessa), cela ne peut que confirmer la politique qu'il aurait fallu suivre !

Lénine et Trotsky envisagent alors d'engager réellement la guerre mais à condition d'avoir l'appui... des armées de l'Entente. En quelque sorte, c'était prolonger, après l'échec de la politique de paix séparée, l'alliance militaire passée par le tsar avant Octobre avec les puissances impérialistes, France et Angleterre, que les États-Unis venaient de renforcer. En effet, celles-ci au premier abord pouvaient sembler farouchement adversaires des soviétiques à cause des résultats militaires de l'armistice et des négociations de Brest-Litovsk, de l'annulation des dettes du tsar envers elles et de la confiscation de leurs capitaux au profit de la

banque d'État (décret des Commissaires du peuple du 26 janvier 18), de la hantise d'une révolution prolétarienne internationale; mais en fait elles songeaient à soutenir les bolcheviks en tenant compte des intérêts stratégiques et des nécessités militaires de la guerre impérialiste pour remporter la victoire sur les Centraux, quitte d'ailleurs à se retourner ensuite contre eux (il existait un plan d'intervention japonaise en Sibérie mais il se heurta à l'opposition des États-Unis qui voyaient d'un très mauvais œil cette conquête de l'extrême-orient par la puissance nipponne). Ainsi, par l'intermédiaire de J.Sadoul (journaliste français auteur des « Notes sur la révolution bolchevique » – éd. Maspéro), l'ambassadeur Noulens promit l'aide de la France. Ainsi Trotsky demanda l'aide américaine. Ainsi Lénine envoya le message (déjà cité) au C.C bolchevik pour voter en faveur de l'aide des « brigands de l'impérialisme anglo-français » ! Utilisant la parabole et l'assimilant à la dialectique, il essaya de justifier cette politique d'appui sur un camp impérialiste dans un article intitulé « De la gale » paru le 22 février 18 dans la « Pravda » : « Le fait que j'achète des armes à un brigand ne devra-t-il pas être jugé en bien ou en mal suivant le but de la destination de ces armes ? Selon qu'elles seront employées dans une guerre malhonnête et infâme ou dans une guerre juste et honnête ? Pouah ! La sale maladie que la gale. Et le dur métier que de baigner les galeux... » (cf. Œuvres complètes, T. 27, éd. sociales). Le post-scriptum de cet article est tout à fait significatif de l'identification que fait Lénine entre le processus d'une révolution bourgeoise et celui d'une révolution prolétarienne, contrairement à la position des communistes de gauche qu'il appelle les galeux : « Dans leur guerre de libération contre l'Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, les Américains du nord bénéficièrent du soutien des États espagnol et français, concurrents de l'Angleterre et se livrant comme elle au brigandage colonial. On dit qu'il s'est trouvé des « bolcheviks de gauche » pour entreprendre d'écrire un « savant ouvrage » sur le « marché malpropre » passé par ces Américains... ! ».

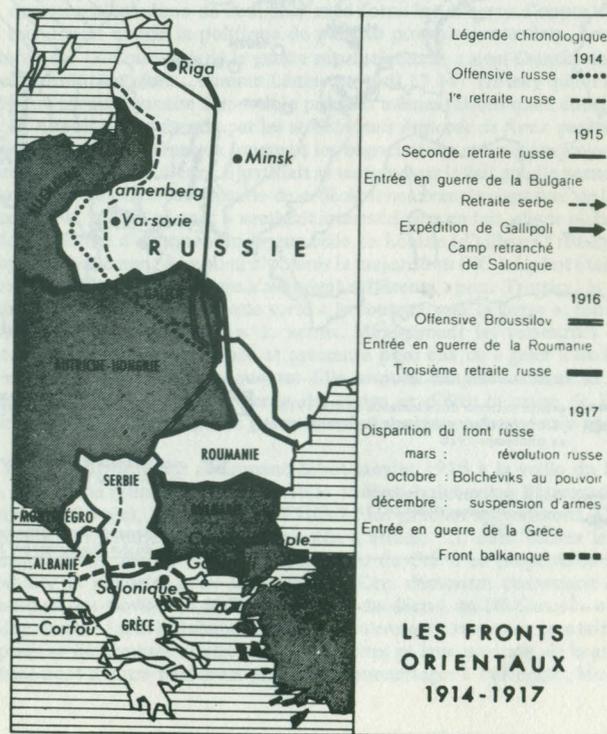
Finalement, c'est un nouvel ultimatum des Allemands qui accroît encore considérablement leurs conditions de paix et qui donne la majorité à Lénine au sein du C.C pour ratifier cet ultimatum non sans que celui-ci ait menacé de se retirer immédiatement du gouvernement et du Comité si sa proposition d'acceptation n'avait pas gain de cause. Trotsky s'abstient mais abandonne son idée de guerre révolutionnaire. Début mars, la délégation bolchevik (Sokolnikov, Pétrovski, Tchitchérine, Karakhan, Ioffé...) reprend le chemin de Brest-Litovsk : *le 3 c'est la signature de la paix*. Même s'ils refusent de parlementer par la bouche de Sokolnikov déclarant : « Nous déclinons toute discussion comme inutile », les bolcheviks ne font que consommer le résultat de toutes leurs tergiversations et surtout des erreurs imposées par la politique de Lénine appuyé par la majorité !

Le bilan essentiel du traité se caractérise par :

- des pertes énormes de territoires qui étaient énormes depuis octobre du processus révolutionnaire : pays balte, Pologne, Lithuanie, Esthonie, Ukraine, Finlande, ... ;
- la reprise des relations commerciales et diplomatiques entre l'Allemagne et la Russie comme entre n'importe quels pays capitalistes ;
- et surtout l'érosion du crédit politique de la révolution russe aux yeux du prolétariat mondial par ce que Rosa Luxembourg appelait « l'accouplement grotesque Hindenbourg-Lénine » !

Quant aux conséquences économiques du Traité, V.Serge cite les chiffres fournis par Radek qui en était rapporteur au I^{er} Congrès panrusse des Conseils de l'Économie populaire (26 mai-4 juin) : le pouvoir des Soviets perdait 40% de son prolétariat industriel car

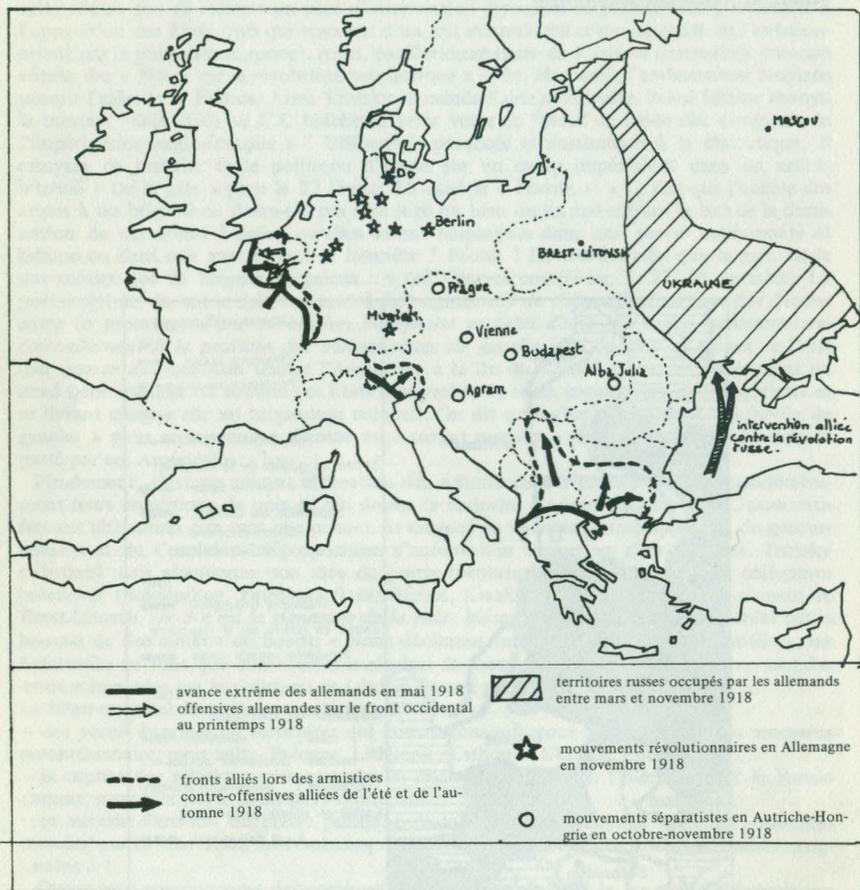
les austro-allemands occupaient le bassin houiller du Donietz), 90% de son industrie sucrière, 65 à 70% de sa métallurgie, 55% de son froment, donc la majeure partie des blés d'exportation. *La dépendance vis-à-vis du marché mondial qui était déjà importante auparavant, ne faisait que se renforcer.*



B) LES THESES EN PRESENCE AU SEIN DU PARTI BOLCHEVIK

Dès l'orientation prise par le II^e Congrès des soviets en faveur de la paix, des tendances s'affrontèrent au sein du Parti bolchevik – et plus particulièrement dans le Comité Central – sur la justesse de cette orientation. Contrairement à ce qu'il écrivait *en avril 1917*: « Si le pouvoir appartenait aux soviets, nous consentirions à la guerre révolutionnaire contre les capitalistes de n'importe quel pays, car ce serait en fait la guerre contre les intérêts de n'importe quel capital et non point pour les intérêts des capitalistes d'un pays », Lénine défendait vigoureusement la thèse de la paix car il faisait valoir tour à tour l'épuisement du pays, le défaitisme des paysans, le manque d'une véritable armée, la nécessité d'affermir les bases économiques du régime, enfin l'absence d'un mouvement révolutionnaire en Europe. Il disait: « La paix qu'on nous propose est infâme mais si nous la déclinons, nous serons balayés et la paix sera faite par un autre gouvernement ». Les oppositionnels de gauche réclamaient eux, dès décembre 17, la cessation des pourparlers de paix et la fin de toutes les relations diplomatiques et économiques avec les États capitalistes. Ils commençaient donc de souligner avec force les dangers d'opportunisme et de corruption que faisait courir la politique de paix au pouvoir des soviets. Leurs porte-paroles insistaient sur *l'unique voie* de la guerre révolutionnaire: ainsi Osinski disait « Je suis pour la guerre révolutionnaire, ... comme Lénine en avril 17 ! ». Trotsky quant à lui, tout en pensant la guerre révolutionnaire impossible pour les mêmes raisons que Lénine, voulait que la capitulation ne soit pas consentie par les soviets *mais imposée de force* par les Allemands. Pour cela, il désirait faire traîner en longueur les négociations et il s'y employa en tant que délégué à Brest-Litovsk. Par ailleurs, il justifiait sa tactique par le fait qu'elle permettrait peut-être à l'insurrection ouvrière européenne de se déclencher avant la signature de la paix. Cette position dite de « ni guerre, ni paix » semblait intermédiaire, en fait, elle se plaçait sur le même terrain fondamental d'argumentation que celle de Lénine (d'ailleurs Trotsky en donnant sa voix permettra finalement à celui-ci d'obtenir la majorité au C.C.). Le but était identique: la paix primait tout, seuls les moyens s'avéraient différents: pour Trotsky, la capitulation devait se faire « en beauté », en quelque sorte « le couteau sous la gorge », tandis que pour Lénine, l'efficacité n'avait pas besoin de vernis. Mésestimant les ressources des Empires Centraux et la nécessité militaire vitale et pressante pour eux de « geler » un front, la tactique de Trotsky se révéla inconséquente. Elle exposa dangereusement le pouvoir des soviets (Lénine lui reprocha d'avoir perdu du temps et d'être la cause de l'avance allemande) *tout en refusant d'envisager la guerre révolutionnaire et donc de s'y préparer intentionnellement*.

Ces trois thèses s'affrontèrent nettement début janvier 1918 à la veille du III^e Congrès des Soviets, lors d'une réunion des responsables du Parti bolchevik à Pétrograd. Lénine fut mis en minorité (15 voix), Trotsky eut 16 voix et les gauches recueillirent 32 voix. Dans les autres organes prolétariens (soviets, comités d'usines, ...), dans toutes les régions de Russie et jusqu'à la fin février (cf. le compte-rendu du C.C. à ce propos), ce fut la même chose *c'est-à-dire la majorité pour les gauches* ! Ceci démontre clairement *l'instinct de classe* qui animait les Soviets et le Parti en dépit du décret du II^e Congrès et de la position de Lénine dont la forte influence au sein du mouvement russe représentait un obstacle important pour se déterminer contre lui. Les gauches et leur position de la guerre révolutionnaire obtenaient d'autre part leurs plus forts pourcentages à Pétrograd, Moscou et dans



l'Oural, c'est-à-dire dans les grands centres industriels: ce qui marque la séparation *sans ambiguïté* entre les réactions du prolétariat et celles de la grande masse des paysans.

Examinons maintenant ces trois thèses une par une et plus en détail.

— La thèse de Lénine

Pour des raisons déjà énoncées précédemment, Lénine luttait afin que la révolution ait une trêve, un répit, du temps. Mais, outre ses considérations tactiques (militaires par exemple) qui pouvaient se discuter, il pensait qu'un pouvoir prolétarien était en mesure de s'isoler politiquement et de commencer une production socialiste *en attendant la révolution mondiale*; donc aux racines mêmes de sa thèse, il y avait des tares social-démocrates qui pesaient lourdement sur toutes les justifications qu'il pouvait avancer (tares que l'expérience du mouvement réel révélera pleinement par la suite).

Ainsi, et principalement, il assignait au prolétariat russe de profiter de la paix pour « organiser » le pays, c'est-à-dire qu'en quelque sorte il préconisait une simple reconstruction nationale pour développer le capitalisme jusque là enfermé dans le carcan du féodalisme ou du mode de production asiatique. Pour cela, il affirmait *que le capitalisme d'État représentait, au niveau économique, « un pas en avant » vers le socialisme et que, loin de le redouter ou de le combattre, il fallait le réaliser avec vigueur en prenant exemple sur celui de... l'Allemagne !* Le fondement de son argumentation provenait de l'analyse erronée de l'impérialisme qu'il avait en grande partie tirée du livre « Le Capital Financier » du social-démocrate indépendant R. Hilferding et qu'il développe dans « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme ». Cette analyse fait de la concentration du capital et de la constitution des monopoles, « l'antichambre du socialisme » : sur le plan économique, il n'y a donc pas de rupture entre le capitalisme et le communisme; il y a simplement un développement plus important des forces productives sur la base des mêmes rapports fondamentaux de production que sont le salariat et la marchandise; le seul « changement » est l'établissement d'un « contrôle ouvrier » (en termes clairs, la mise en place d'une auto-exploitation) de la classe ouvrière !) et le remplacement progressif des monopoles par l'État. Tout ceci apparaît clairement à la suite de la signature du traité de Brest-Litovsk autant dans les textes de Lénine « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets » (avril 18), « Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises » (Mai 18), que dans ses déclarations lors de la séance du Comité Exécutif Central de Russie (29 avril 18 — cf. Œuvres complètes, tome 27, p. 289: « *Si les petits bourgeois étaient subordonnés à d'autres éléments de classe, au capitalisme d'État, l'ouvrier conscient devrait s'en féliciter hautement, car le capitalisme d'État, qui eût été avec la démocratie de Kérensky un pas vers le socialisme, constituerait sous le pouvoir des Soviets les trois quarts du socialisme, car on peut se faire un auxiliaire de celui qui est un organisateur d'entreprises du capitalisme d'État. Mais les communistes de gauche ont sur ce point une autre attitude, une attitude de mépris; et quand nous avons eu avec eux, le 4 avril, une première conférence, laquelle montre notamment que cette question, longuement discutée à une époque largement révolue, appartient désormais au passé, j'ai dit qu'il fallait, si nous comprenions bien nos tâches, apprendre le socialisme en nous mettant à l'école des organisateurs de trusts* ».

Les communistes de gauche par l'intermédiaire d'Osinski (cf. les extraits en annexe de son texte « Sur la construction du socialisme ») critiquèrent en effet l'analyse de Lénine sur le capitalisme d'État et ses implications, introduction du système Taylor (ex. le travail aux

pièces) et soutien aux « capitaines d'industries » (organisateurs de trusts) ainsi que plus généralement à tous les « spécialistes » (techniciens, etc...).

Sur les perspectives économiques, Lénine d'ailleurs ne cachait pas son rattachement à la social-démocratie: « Rappelez-vous ce qu'écrivaient les socialistes d'autrefois sur la future révolution socialiste; il est douteux que l'on puisse passer au socialisme sans se mettre à l'école des organisateurs de trusts, qui se sont occupés de cette production sur une grande échelle » (idem). Il est à noter que la vision économique social-démocrate *qui s'était réalisée comme programme capitaliste en Allemagne* (Bismarck), outre l'influence de Lasalle, avait emprunté des thèmes de Marx lui-même; thèmes erronés qu'à l'issue de la Commune, il n'avait pas eu le temps de corriger (sa « critique du projet de programme de Gotha » est trop insuffisante à ce propos) et que ses disciples, en premier lieu Engels, reprirent tels quels en les affublant de l'étiquette du « marxisme » ! Tout ce que Marx devait encore écrire sur le Capital, en particulier sur le marché mondial (cf. le plan initial de l'étude sur l'Économie dans « Marx, critique du marxisme » de M. Rubel aux éd. Payot), et le travail immense qu'il avait projeté d'accomplir sur l'État, ne virent pas le jour. Seule Rosa Luxembourg allait faire un travail d'approfondissement *théorique* qui sur la base de la méthode de Marx, représenterait non seulement une condamnation des thèses social-démocrates (révisionnistes et « orthodoxes ») mais aussi une critique et un dépassement des « vieilles idées » de Marx en ce qui concerne essentiellement les racines économiques de la crise du capitalisme à partir de l'analyse de l'impérialisme (cf. l'Accumulation du Capital) et la question nationale. (*)

En conséquence, *Lénine ne redoutait pas du tout les accords économiques et commerciaux avec les États capitalistes*: à ses yeux, le pouvoir des soviets était protégé par le monopole de l'État (dit prolétarien) sur le commerce extérieur. *Il ne craignait pas davantage les relations diplomatiques*. Bien au contraire, il souhaitait tout ce qui pouvait affirmer « la marche vers le socialisme ». Contre les accusations de trahison de l'internationalisme prolétarien qui lui étaient lancées par les gauches, il prenait un exemple: « Les ouvriers qui, pendant une grève, acceptent les conditions de reprise du travail désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes ne trahissent pas le socialisme. Ne le trahissent que ceux qui troquent les avantages d'une partie des ouvriers contre ceux des capitalistes, et il n'est que de tels marchés qui soient en principe inadmissibles » (cf. le résumé des « 21 thèses sur la Paix » dans « l'An I de la révolution russe » de V. Serge, tome I, p. 175). Sa comparaison entre la lutte au cours d'une grève et celle pour le socialisme est complètement fautive car elle procède d'une vision de la grève considérée du point de vue strictement économique (il faut rappeler que Lénine dans « Que Faire » en 1902 disait que le prolétariat ne pouvait avoir spontanément qu'une conscience « trade-unioniste » et que la conscience « socialiste » était introduite en son sein de l'extérieur par les révolutionnaires !) et laisse transparaître une vision du socialisme considéré comme un processus graduel s'établissant à l'intérieur du système capitaliste. Pour un mouvement prolétarien à l'époque impérialiste, aucun « marché » ou compromis n'est possible car son but n'est pas d'obtenir un aménagement plus ou moins avantageux à l'intérieur du système que ce soit par la grève ou par tout autre moyen, *mais d'aller dans le sens de la destruction du capitalisme et donc de développer la conscience communiste*. Aujourd'hui les conséquences d'un compromis ne sont pas simplement le maintien ou l'aggravation des condi-

* Voir le chapitre à ce sujet dans le *cahier Spartacus* « Rosa Luxembourg et sa doctrine »

tions de travail et de salaire, elles entraînent la consolidation de la dictature du capital contre le mouvement communiste qui peut prendre la forme, au-delà de la répression, d'un massacre généralisé du prolétariat.

En plus de son analyse économique qui allait se révéler l'argument fondamental *et qu'il faut à notre époque souligner sans réserve comme tel*, Lénine faisait valoir un certain nombre d'autres arguments « tactiques » pour étayer sa thèse de la trêve. Ils se basaient sur les faits évidents suivants : après trois ans de guerre impérialiste, l'épuisement était grand parmi toutes les couches de la population; après avoir récupéré leurs terres (le partage des propriétés terriennes figurait dans le programme du parti bolchevik et avait été mis en valeur par les « thèses d'avril » !), les paysans n'avaient aucun intérêt à voir plus loin et pouvaient s'opposer aux objectifs prolétariens; enfin l'armée traditionnelle, héritée du tsar et de Kerenski, n'était pas utilisable pour opposer une résistance ouvrière à l'impérialisme allemand et pour mener la guerre révolutionnaire contre tous les impérialismes. Mais quel révolutionnaire ne faisait pas ces simples « constatations » et ne tenait pas compte des éléments défavorables pour le processus prolétarien ? Lénine ne s'élevait pas jusqu'à une analyse radicale de ce processus: ainsi il ne comprenait pas que le prolétariat en armes (coordination des milices ouvrières sous le contrôle direct des soviets) signifiait *une rupture totale* avec le concept même d'armée et de « démocratie ». Il disait: « Ce serait tenter une aventure que de vouloir en présence de la démocratisation complète de l'armée, faire la guerre contre la volonté de la majorité des soldats » (!). Quant au problème de l'attitude des autres couches de la population vis-à-vis de la révolution prolétarienne, comme par exemple les paysans, il ne pouvait être résolu par une capitulation de la classe ouvrière pour mieux les rallier à elle (le partage des terres était un mot d'ordre « petit-bourgeois » comme le dit Rosa Luxemburg dans son texte « la révolution russe ») devant leur incapacité, sinon leur hostilité à suivre le bouleversement historique. Il était entièrement lié à l'établissement de la dictature du prolétariat dans les rapports sociaux qui est le seul moyen de détacher ces couches « moyennes » de l'influence du capitalisme.

Le plus sérieux des arguments restait en fait l'absence de liaison entre une guerre révolutionnaire menée par le pouvoir des soviets et l'action subversive du mouvement prolétarien en Europe occidentale. *En l'absence de ce dernier, la guerre révolutionnaire ne peut consister à exporter le communisme « à la pointe des baïonnettes »* comme tentera d'ailleurs de le faire l'armée « rouge » en Pologne (1920) sous l'impulsion de Lénine qui adoptera à ce moment-là une position parfaitement contradictoire par rapport à celle lors de Brest-Litovsk. Cependant, si en janvier 18 le mouvement prolétarien d'Europe occidentale ne revêtait pas encore un caractère totalement révolutionnaire, il n'était pas absent: ainsi, comme nous l'avons souligné précédemment, des grèves considérables avec formation de soviets éclatèrent ce mois-là en Allemagne et en Autriche ! L'abandon des négociations et la résistance armée du pouvoir des soviets à l'impérialisme allemand auraient pu alors amorcer le début de liaison nécessaire avec le processus de lutte de classe à l'échelle européenne. La poursuite de la guerre à l'ouest aurait été contrariée: *la guerre révolutionnaire se serait imposée dans tous les pays à la place de la guerre impérialiste*. La suite des événements allait confirmer les tendances profondes à l'explosion prolétarienne en Europe à partir de novembre 18 en Allemagne.

A cause de la faiblesse ou de la fausseté de ses arguments, la thèse de Lénine allait donc être mise en minorité dans toutes les organisations prolétariennes (soviets, comités d'usines,

parti,...) et pendant pratiquement deux mois. Il faudra la démoralisation devant l'avance allemande, devant la passivité paysanne, les illusions de la propagande à travers les pourparlers, le ralliement de Trotsky par l'intermédiaire de son abstention, pour qu'elle obtienne enfin la majorité et régie la politique des soviets et du parti. Les confusions entre « armée d'État » et « coordination des milices prolétariennes », entre « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et « dictature du prolétariat », entre « capitalisme d'État » et « socialisme », avaient inauguré cette politique qui par la suite, de la militarisation du travail à Cronstadt, allait être *le facteur actif de la contre-révolution*.

La thèse de Trotsky

Tout en concevant la nécessité d'une trêve et l'impossibilité de faire la guerre révolutionnaire sans alliances, donc en se plaçant d'emblée sur le même terrain que Lénine, Trotsky qui était alors commissaire du peuple aux affaires étrangères, voulait obtenir cette trêve d'une manière différente. A ses yeux, ne pas signer immédiatement mais faire traîner les pourparlers pour révéler les menaces et les pressions de l'impérialisme allemand, devait viser à signifier devant le prolétariat européen que le pouvoir des soviets ne capitulait pas de son plein gré *mais par la force*. En effet, il était soucieux de dissiper les bruits de collaboration entre la Russie et l'Allemagne et de combattre la propagande impérialiste de l'Entente cherchant à présenter Brest-Litovsk comme une comédie jouée à l'avance: c'est pour cela que sa procédure dans la conduite de la politique de paix l'opposa à Lénine qui voulait signer le plus tôt possible. Trotsky appuyait son argumentation par l'espoir que des mouvements importants de la classe ouvrière se déclenchent pendant les pourparlers de paix, donc toute obtention d'une prolongation de la durée de ces pourparlers était la bienvenue. Enfin il redoutait que la signature immédiate de la paix n'entraîne inévitablement une scission des gauches et par voie de conséquence un renforcement des éléments « droitiers », opportunistes, au sein du parti. Sa peur était alimentée par la démission des principaux communistes de gauche de toutes leurs responsabilités organisationnelles.

Une partie du pari de Trotsky reposait aussi sur le calcul suivant: au-delà des menaces et des pressions, il estimait en se fondant sur l'analyse concrète de la situation des Empires Centraux que l'offensive militaire de l'Allemagne contre les soviets n'était pas si certaine (cf. les difficultés économiques et sociales dans les deux empires, la tentation pour l'Autriche-Hongrie particulièrement épuisée par les trois ans de guerre d'arrêter celle-ci, les dissensions au sein des dirigeants allemands entre le Kaiser Guillaume II et son haut état-major (Hindenburg, Ludendorff, Hoffmann)...). Trotsky poussait même très loin dans son calcul en disant: « N'y aurait-il que vingt-cinq chances sur cent que le Hohenzollern ne se décide pas à nous faire la guerre, ou ne le puisse pas, nous devons risquer » (cf. « Sur Lénine »). Cependant, Lénine avait beau jeu de répliquer: « Trop risqué. Rien n'est actuellement plus précieux que notre révolution. Il faut la mettre à tout prix hors de danger », car Trotsky était inconséquent avec la base même de sa thèse qui lui faisait admettre l'impossibilité de la guerre révolutionnaire. Ce dernier jouait effectivement en quelque sorte avec le feu car tout en narguant l'impérialisme allemand par son intransigeance verbale, il ne faisait que montrer au fil des jours *la faiblesse réelle d'un pouvoir des soviets qui renonçait à tout mettre en œuvre pour l'extension de la révolution*.

L'état-major l'emporta sur l'empereur: l'offensive allemande eut lieu, l'avance fut foudroyante. Alors, entre son premier vote favorable à Lénine au sein du Comité Central

et sa démission du poste de commissaire aux affaires étrangères avant la signature effective de la paix (13 mars 1918), Trotsky envisagea brutalement la solution de la guerre *mais avec l'aide des puissances de l'Entente* (France et Angleterre). Au même titre qu'avec la thèse de la paix, l'indépendance politique du pouvoir des soviets était jetée aux orties car pour lutter contre un impérialisme, Trotsky n'hésitait pas devant la perspective d'une alliance avec d'autres impérialismes. Lénine abondait dans ce sens et le Comité Central aussi par un vote de 6 voix contre 5. Mais un nouvel ultimatum allemand et la percée des troupes de Ludendorff provoqua le retour vers la thèse de la paix immédiate.

Dans un monde en proie à la barbarie impérialiste, la tactique « ni guerre, ni paix » qui se plaçait dans la même logique fondamentale que la thèse de la paix par son abandon de la préparation d'une véritable guerre révolutionnaire, *ne pouvait amener Trotsky qu'à se « ranger » irrémédiablement derrière Lénine*. Rejetant définitivement toute « mauvaise conscience » et tout sursaut « don quichottesque » comme lors des négociations de Brest-Litovsk, Trotsky acceptait donc d'assumer l'ensemble des implications de la capitulation du pouvoir des soviets devant l'impérialisme allemand, et en premier lieu celle du coup d'arrêt donné au processus prolétarien mondial !

Désormais, en tant que commissaire du peuple à la guerre, puis aux transports, il allait être, successivement ou simultanément, l'organisateur d'une armée d'État dite « rouge », le théoricien du substitutisme du parti aux soviets, de la terreur, de la militarisation du travail (cf. le livre « Terrorisme et Communisme »), le bourreau du prolétariat (répression de Cronstadt). Ce fut une belle trajectoire de *jacobi* ! Après sa défaite politique devant Staline pour obtenir la direction du parti bolchevik, il continua en exil de défendre la thèse de l'U.R.S.S » et il se fit ainsi avec ses disciples de la IV^e Internationale, *au même titre que la bureaucratie du Kremlin*, le fossoyeur des perspectives internationales du prolétariat.

Ce passage extrait de « Terrorisme et Communisme » illustre l'accord parfait de Trotsky avec Lénine sur la vision économique du socialisme. Ceci explique la relative facilité avec laquelle Trotsky accepta toutes les conséquences de la thèse de la paix et en fut l'ardent serviteur.

« Les salaires, tant en argent qu'en nature, doivent être mis en concordance le plus exactement possible avec la productivité du travail individuel. Sous le régime capitaliste, le travail aux pièces et à forfait, la mise en vigueur du système Taylor, etc... avaient pour but d'augmenter l'exploitation des ouvriers et de leur dérober la plus-value. Par suite de la socialisation de la production, le travail aux pièces, à forfait, etc..., ont pour but un accroissement de la production socialiste et par conséquent une augmentation du bien-être commun. Les travailleurs qui concourent plus que les autres au bien-être commun acquièrent le droit de recevoir une part plus grande du produit social que les fainéants, les indolents et les désorganisateur » (U.G.E., col. 10/18, p.225, chap. 8 : « les questions d'organisation du travail »).

La thèse des gauches

Dès janvier 1918, les critiques de gauche vis-à-vis des perspectives sur la signature de la paix avec les Empires Centraux *commencent à secouer le parti bolchevik*. Si l'armistice et les pourparlers engagés dans la forteresse de Brest-Litovsk avaient été admis par la majorité des militants. c'était avant tout dans le but de gagner du temps *uniquement sur le plan*

militaire. D'ailleurs dès décembre 1917, au moment de l'ouverture des négociations, des mesures avaient été décidées dans le parti pour inciter le pouvoir des soviets à se préparer rapidement à assumer la guerre révolutionnaire. Cependant il faut souligner aussi qu'il y avait même eu, à ce moment-là, de fortes réticences sur le fait de siéger avec des représentants du capital et de discuter avec eux. Lorsqu'il apparut que pour Lénine, au-delà de la tactique strictement militaire (les mesures décidées pour la préparation à la guerre révolutionnaire n'avaient pas été appliquées ou avaient été mises progressivement en veilleuse !), le pouvoir des soviets pouvait accepter la paix dictée par l'Allemagne, cela souleva une véritable tempête de protestations. Pour les gauches, il n'était pas question d'obtenir une trêve *au prix d'une série de compromis économiques et politiques qu'inaugurerait la signature de la paix*. Ils adressèrent une série de déclarations au Comité Central du P.O.S.D.R par l'intermédiaire des organismes de ce parti où ils étaient majoritaires; celle qui suit en est un exemple typique : « Pétrograd, le 15 janvier 1918 – la commission exécutive, en plein accord avec les résolutions du Comité de Pétrograd sur la politique de paix, déclare ce qui suit. La ligne politique que suit actuellement le Comité Central et qui, si l'on en juge d'après la résolution de la fraction bolchevique du congrès, s'achemine vers la conclusion d'une soi-disant « paix infâme », ce qui signifie à l'heure actuelle abdiquer nos positions devant la révolution internationale qui pointe et la perte indiscutable de notre parti en tant qu'avant-garde de cette révolution (note du traducteur: le texte russe de cette phrase ne comporte pas de proposition principale). Estimant que cette politique du Comité Central est en contradiction avec les résolutions et les décrets de la conférence d'avril du II^e congrès du parti, la commission exécutive, au nom de l'organisation de Pétersbourg, proteste résolument et contre la ligne fondamentale dont les traits généraux se sont déjà précisés et contre cette politique de silence et de demi-mots qui est actuellement pratiquée dans notre politique extérieure même à l'égard des organes responsables des plus grandes organisations de notre parti. Nous sommes pleinement fondés pour affirmer que la signature d'une paix « infâme » est contraire à l'opinion de la majorité du parti. Ceci a été démontré de façon évidente à la conférence du 8 janvier, où une majorité écrasante s'est déclarée contre le point de vue du camarade Lénine, ainsi que par le fait que les organisations les plus importantes de notre parti – les organisations de régions de Pétersbourg et de Moscou – se déclarent de façon décisive contre une paix annexionniste avec l'Allemagne. La continuation de la politique de paix dans l'esprit qui se dessine aujourd'hui et qui s'était manifesté de façon extrêmement claire dans la résolution du congrès, fait planer sur notre parti la menace d'une scission. Compte tenu de tout ce qui a été dit, la commission exécutive exige, au nom de l'organisation de Pétersbourg, la convocation immédiate pour la semaine prochaine d'une conférence extraordinaire du parti qui serait seule habilitée à trancher, dans les circonstances actuelles, la question de notre politique de paix. En même temps la commission exécutive déclare que nous allons soumettre la question de la guerre et de la paix aux instances supérieures de notre organisation de Pétersbourg ainsi qu'aux organisations d'arrondissement du parti. La commission exécutive du Comité de Pétersbourg. S.Kossior, G.Boki, J.Fenigstein, A.Ploujnikov, C.Ravitch » (Les bolcheviks et la révolution d'octobre – procès-verbaux du Comité Central du parti bolchevik, août 1917/février 1918 – éd. Maspéro, p. 252-53).

Au-delà de la dénonciation des manœuvres de Lénine pour faire passer sa politique contre l'avis de la majorité du parti et de la demande en conséquence d'une conférence extraordinaire, ce texte montre que pour les gauches *le refus de signer la paix était une*

question de principe. Ils n'acceptaient pas de la mettre comme Lénine sur le même plan que l'armistice et les pourparlers en vue de gagner du temps, c'est-à-dire sur le plan tactique ! De plus, contrairement à Trotsky, le délai obtenu par les négociations ne devait pas être utilisé pour faire des discours et attendre passivement la révolution internationale en croyant que les Empires Centraux se contenteraient de leurs premières conditions de paix. En prenant son poste de commissaire aux affaires étrangères et avant de partir pour Brest-Litovsk, Trotsky avait dit : « Je vais publier quelques proclamations révolutionnaires et je n'aurai plus qu'à fermer boutique ». Les gauches ne concevaient le délai que pour en profiter afin de préparer la guerre révolutionnaire et d'assumer une politique extérieure destinée à contribuer au processus révolutionnaire mondial.

A la suite de la rupture des négociations par Trotsky qui ouvrit la voie à l'offensive allemande, l'épreuve de force entre les trois thèses, malgré les pressions incessantes de divers comités pour la tenue d'une conférence extraordinaire du parti avant le congrès prévu, se concentra au sein du Comité Central. Les réunions des 22, 23, et 24 février de celui-ci allaient être décisives quant à la signature de la paix.

Le 22, Trotsky – avec l'appui du fameux télégramme de Lénine absent de la réunion – proposa, pour arrêter l'avance allemande, de s'engager dans la guerre « révolutionnaire » en alliance avec les impérialismes français et anglais. *Les gauches s'y opposèrent*. Boukharine, particulièrement choqué, rédigea cette phrase : « Je déclare par la présente que je quitte le Comité Central ainsi que je renonce à mon titre de rédacteur de la Pravda », et il ajouta oralement : « Nous faisons du parti un tas de fumier » ! C'est à l'issue de cette réunion que se place également la déclaration du groupe des gauches (avec Boukharine) que nous avons citée au début de la « mise au point ».

Le 23, Lénine demande la signature de la paix selon les conditions allemandes. Bénéficiant de l'abstention de Trotsky qui a renoncé à sa proposition du jour précédent et de Krestinski, Ioffé, Dzerjinski (ceux-ci sont contre la paix mais craignent la scission du parti) il obtint la majorité. Aussitôt, *les gauches démissionnent de leurs responsabilités* (Trotsky abandonnera aussi son poste de commissaire aux affaires étrangères). Par la bouche d'Ouritsky, ils donnent leurs explications : « *Au nom des membres du Comité Central Boukharine, Lomov, Boubnov, au nom du membre candidat du Comité Central Iakovleva et au nom de Piatakov et de Smirnov présents à la réunion, ainsi qu'à mon propre nom, je déclare que ne voulant pas porter la responsabilité de la décision prise précédemment que nous estimons profondément erronée et malfaisante pour la révolution russe et internationale, d'autant plus que cette décision a été prise par la minorité du Comité Central étant donné que, comme le démontre clairement leur motivation les quatre qui se sont abstenus sont de notre avis, nous déclarons démissionner de tous les postes responsables du parti et du gouvernement, en nous réservant la pleine liberté de propagande à l'intérieur et à l'extérieur du parti en faveur de la position que nous estimons être la seule position juste* » (cf. éd. Maspéro, idem p.292).

Le 24, le Comité régional de Moscou - bastion des gauches - *vota une motion de défiance vis-à-vis du C.C. du parti bolchévique et refusa de se soumettre aux mesures découlant du traité de paix*. Les gauches de cette ville qui s'était toujours montrées les plus radicales bien avant octobre 1917, ne faillirent pas à leur réputation. Elles formulèrent clairement toute la dialectique de leur « refus de la paix ». Les intérêts de la révolution internationale devaient primer sur ceux de la révolution russe *et si nécessaire, cette dernière avait à se sacrifier pour la réussite, à court ou à long terme, du processus mon-*

dial : « Le bureau régional de Moscou, estimant la scission du parti dans un avenir rapproché devenu assez probable, se donne pour but de grouper tous les révolutionnaires conséquents, tous les éléments communistes en lutte contre les partisans de la paix séparée et contre les éléments modérés du mouvement communiste. Il serait, pensons-nous, conforme aux intérêts de la révolution internationale de consentir au sacrifice du pouvoir des soviets en passe de devenir un pouvoir purement formel. Nous voyons, comme par le passé, notre tâche essentielle dans l'extension à tous les pays des idées de la révolution socialiste et, en Russie, dans l'application énergique de la dictature et dans la répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise » (cf. V.Serge, tome 1, p.227-28).

Après la signature effective de la paix (3 mars), les gauches allaient continuer de défendre leur position au VII^e congrès du parti. Ainsi Alexandra Kollontaï déclara : « *Et si notre république soviétique doit périr, d'autres porteront l'étendard en avant* » ! De plus, dans la perspective du texte de Moscou qui rompait pour la première fois avec la peur de la scission entretenue par un chantage permanent de Lénine, *ils s'organisèrent en fraction ayant son organe propre, distinct de la Pravda, « Le Communiste »*. Pour se rendre compte de l'importance *qualitative* de cette fraction, on peut se reporter à la liste des communistes de gauche publiée en annexe.

Même en se faisant des illusions comme Lénine sur la valeur des nationalisations, les gauches avaient toutefois parfaitement conscience qu'un pouvoir prolétarien isolé ne pouvait pas se maintenir en l'absence de mesures économiques radicales (destruction des rapports de production capitalistes) à l'échelle internationale ou du moins dans plusieurs pays représentatifs par leur poids sur le marché. A leurs yeux, l'extension de ce pouvoir politique par la destruction de l'état et l'établissement de la dictature du prolétariat à l'extérieur du territoire russe, *était donc primordiale*. Si elle se révélait impossible, il valait mieux que le pouvoir isolé succombe en combattant plutôt que de se maintenir à tout prix car sinon il risquait *de changer de nature* c'est-à-dire de devenir rapidement un organe contre-révolutionnaire et d'intégration au capitalisme tant sur le plan extérieur qu'intérieur. Ainsi, dans le n°1 du « Communiste », les gauches expliquaient les conséquences d'un maintien forcé : « *Dans ce cas, tous les efforts tendront à renforcer et à développer la capacité de production... En politique étrangère, on remplacera la tactique dynamique consistant à démasquer les puissances impérialistes par une politique de manœuvres diplomatiques de l'État russe parmi ces puissances. La république soviétique ne se contentera pas de conclure avec celles-ci des accords commerciaux, mais s'efforcera d'établir avec elles des liens organiques sur le plan économique et politique, utilisera leur aide militaire et politique et contractera des emprunts. Enfin pour compléter la politique consistant à gérer les entreprises selon le principe d'une participation importante des capitalistes et de la centralisation bureaucratique, on instaurera tout naturellement une politique du travail qui cherchera à rétablir la discipline des ouvriers sous le prétexte d'une prétendue discipline volontaire, et l'on introduira la mobilisation des ouvriers... La forme du gouvernement doit alors évoluer vers la centralisation bureaucratique, la domination de toutes sortes de commissaires, la perte de l'indépendance pour les soviets locaux et en pratique l'abandon du gouvernement par le bas* » (cf. Shapiro, p.124). Avec Rapallo et tout ce qui a suivi, on peut mesurer combien ce texte d'avril 1918 était *prémonitoire* pour l'évolution de l'URSS !

Comprenant qu'à la différence du processus d'une révolution bourgeoise, *le facteur de la conscience de classe pour le cours d'une révolution prolétarienne était bien plus impor-*

tant que la conservation à tout prix du pouvoir, les gauches russes – comme Rosa Luxembourgeois – percevaient toute l'influence idéologique néfaste qu'aurait pour l'avenir la transformation du pouvoir des soviets en un organe contre-révolutionnaire. Toujours dans le n°1 du « Communiste », c'est Radek qui, n'étant pas encore le personnage dévoué au capitalisme d'État russe dont nous avons précédemment souligné les sales besognes, écrivait: « *Si la révolution russe était renversée par la violence de la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait de ses cendres comme le Phénix; mais si elle perdait son caractère socialiste et décevait ainsi les travailleurs, ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale* » (cf. Brinton, p.110).

III BREST-LITOVSK : HIER ET AUJOURD'HUI

Le caractère décisif du traité de Brest-Litovsk

Dans l'article de la « Pravda » paru le 25 février 1918 et intitulé « une leçon dure mais nécessaire », Lénine écrivait: « *La semaine du 18 au 24 (II) février 1918 entrera dans l'histoire de la révolution russe – comme un des grands tournants historiques* » (cf. tome 27, p.57, Oeuvres complètes). Ce fut au cours de cette semaine-là qu'il renversa la situation en sa faveur en obtenant la majorité au sein du Comité Central du parti bolchévik grâce à la menace de l'avance allemande. La politique de paix à tout prix qu'il prônait passa dans les faits quelques jours plus tard à Brest-Litovsk aux dépens de l'extension de la révolution.

Lénine avait raison d'insister sur le caractère *décisif* de l'orientation prise à cette époque pour l'évolution ultérieure du processus révolutionnaire russe et international. Et pourtant, dans toute la littérature historique et politique qui existe sur la période en question, les faits qui conduisirent à Brest-Litovsk et le traité lui-même sont le plus souvent analysés comme une simple phase du processus parmi d'autres: Bien peu d'auteurs dont les études sont dignes d'intérêt (cf. bibliographie) en soulignent l'importance particulière. Si certains comprennent les implications radicales des débats qui secouèrent les soviets et le parti bolchévik à ce sujet (Victor Serge par exemple y consacre une cinquantaine de pages dans le tome 1 de son livre « L'An 1 de la révolution russe »), c'est aussi pour adopter la position de Lénine et la mettre en valeur comme seule sanction « réaliste » des faits. Quelqu'un comme E-H Carr met cependant en évidence la contradiction fondamentale qui existe dans la politique extérieure du pouvoir soviétique à partir de Brest-Litovsk: il perçoit la défense de l'État russe comme un obstacle au soutien de la révolution internationale (c'est ce qu'il appelle « la politique double » dans le tome III de sa « révolution bolchévique » !).

Notre position affirmée maintes fois avec clarté depuis le début est que Brest-Litovsk a signifié que la défense de l'État russe n'était pas simplement un obstacle *mais une impasse*: avec la signature du traité de paix, c'était l'enterrement de toute possibilité d'extension de la révolution et la suite de la politique extérieure des bolchéviks ne fut pas « double » mais entièrement orientée par la défense des intérêts de l'État national, à la fois sa reconstruction et son expansion. Toute la phraséologie « révolutionnaire » du parti consista à jeter de la poudre aux yeux des groupes communistes radicaux des autres pays pour compenser l'effet négatif des compromis avec le capitalisme. Il n'y eut ainsi qu'une distinction